

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL ETABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.451-1-2 III DU CODE MONETAIRE ET FINANCIER ET DE L'ARTICLE 222-4 DU REGLEMENT GENERAL DE L'AMF

Conformément aux dispositions des articles L.451-1-2 III du Code monétaire et financier et 222-4 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, nous avons établi le présent rapport.

I. ATTESTATION DU RESPONSABLE

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Olivier VILLEMONTÉ DE LA CLERGERIE
Directeur Général

II. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

RESULTATS SEMESTRIELS DU GROUPE AU 30 SEPTEMBRE 2013

La situation comptable semestrielle consolidée au 30 septembre 2013, ainsi que les données comparatives au 30 septembre 2012 (12 mois) et 31 mars 2013 (6 mois) sont établies selon les règles de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS. Toute information complémentaire est donnée dans les annexes comptables.

Les comptes semestriels consolidés au 30 septembre 2013 intègrent les résultats de la société LDLC.COM ainsi que les résultats des sociétés HARDWARE.FR, TEXTORM, DLP-CONNECT, ANIKOP et LDLC DISTRIBUTION, et par mise en équivalence, de la société FACTORY ELEVEN et de la société ORICHALK.COM.

Au 30 septembre 2013, le chiffre d'affaires hors taxes consolidé s'élève à 106,7 K€, contre 90,95 K€, au premier semestre de l'exercice précédent, soit une progression de 17,32 %.

Le résultat opérationnel consolidé est bénéficiaire pour s'élever à 3.027 K€, contre un bénéfice de 1.936 K€ au 30 septembre 2012.

Le résultat avant impôts enregistre un bénéfice de 3.112 K€, contre un bénéfice de 1.863 K€ au 30 septembre 2012.

En conséquence, le résultat net consolidé (part du groupe) est bénéficiaire et ressort à 2.002 K€ au 30 septembre 2013, contre un bénéfice consolidé (part du groupe) de 1.073 K€ au 30 septembre 2012.

Concernant la Société LDLC.COM, son chiffre d'affaires au 30 septembre 2013 s'élève à 105.610 K€, contre 89.596 K€ au premier semestre de l'exercice précédent.

Son résultat d'exploitation au 30 septembre 2013 est bénéficiaire pour s'élever à 2.831 K€, contre un résultat d'exploitation bénéficiaire de 1.918 K€ au 30 septembre 2012.

Son résultat net au 30 septembre 2013 enregistre un bénéfice de 1.989 K€, contre un résultat net bénéficiaire de 1.097 K€ l'exercice précédent.

ACTIVITE DU GROUPE AU COURS DU PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE EN COURS

Le Groupe LDLC, leader du High Tech online, publie un chiffre d'affaires s'établissant au second trimestre de l'exercice 2013/2014 à 56,4 M€, contre 47,00 M€ à période identique en 2012, soit une progression de 20,0%.

En cumul sur les six premiers mois, le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 2013/2014 ressort à 106,7 M€, contre 91,0 M€ sur le premier semestre de l'exercice précédent, soit une progression de + 17,3%, supérieure aux attentes.

Toutes les activités du Groupe, tant sur le grand public que sur les professionnels, sont au cœur de cette croissance.

Le nouveau point de vente de Villefranche-sur-Saône, vitrine du modèle de franchises en phase de déploiement, tient toutes ses promesses en validant ainsi la stratégie du Groupe, basée sur un développement conjoint du site internet et des boutiques. Le Groupe a également finalisé la relation avec son premier franchisé, qui ouvrira ses portes sur le début de l'année 2014.

Maginéa et Anikop affichent un très bon dynamisme, satisfaisant pleinement aux objectifs de croissance du Groupe sur ces deux activités.

PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Il n'existe aucune transaction entre parties liées ayant eu lieu durant les six premiers mois de l'exercice en cours et ayant influé significativement sur la situation financière ou les résultats de la Société et du Groupe.

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DU 1^{ER} SEMESTRE DE L'EXERCICE EN COURS

En application de l'article 222-6 du Règlement Général de l'AMF, il n'existe pas, à notre connaissance, d'évènements importants survenus entre le 1^{er} avril 2013 et le 30 septembre 2013 (1^{er} semestre de l'exercice en cours) et/ou susceptibles d'avoir une incidence sur les comptes semestriels.

PRINCIPAUX RISQUES ET PRINCIPALES INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS A VENIR

La société n'a pas identifié de risques ou d'incertitudes majeurs sur les six mois à venir.

III. LES COMPTES CONDENSES CONSOLIDES AU TITRE DU SEMESTRE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2013

Annexé ci-dessous

IV. LE RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONDENSES AU 30 SEPTEMBRE 2013

Annexé ci-dessous

Fait le 18 novembre 2013

A Dardilly.

Pour le directoire



Monsieur Olivier Villemonte de la Clergerie

1 COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES AU 30 SEPTEMBRE 2013

L'ensemble des données présentées ci-après sont exprimées en milliers d'euros, sauf indication contraire.

1.1 ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

Actif

	Note	Au		
		30/09/2013	30/09/2012	31/03/2013
Immobilisations incorporelles nettes	(3.2)	245	118	281
Immobilisations corporelles nettes	(3.3)	3 040	3 053	3 133
Immobilisations financières nettes	(3.4)	1 059	965	1 027
Impôts différés	(3.8)	1 238	1 276	1 341
Actifs non courants		5 584	5 411	5 782
Stocks	(3.5)	31 536	23 439	26 662
Clients et comptes rattachés	(3.6)	9 676	8 389	9 606
Autres créances	(3.7)	7 754	6 347	5 588
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(3.9)	2 765	862	2 161
Actifs courants		51 732	39 037	44 016
Total de l'actif		57 315	44 449	49 798

Passif

	Note	Au		
		30/09/2013	30/09/2012	31/03/2013
Total des capitaux propres revenant aux actionnaires		16 284	13 151	16 320
Emprunts à + d'un an	(3.12)	674	291	897
Impôts différés		42	17	20
Provisions retraite	(3.11)	548	434	483
Passifs non courants		1 264	742	1 400
Emprunts et autres financements courants	(3.12)	6 389	6 307	3 576
Provisions pour risques et charges	(3.11)	182	460	181
Fournisseurs et comptes rattachés		24 101	17 692	20 111
Autres dettes	(3.13)	9 096	6 097	8 210
Passifs courants		39 767	30 555	32 078
Total du passif		57 315	44 449	49 798

1.2 COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

	Notes	30/09/2013	30/09/2012	31/03/2013
		6 mois	6 mois	12 mois
Chiffre d'affaires	(4.1)	106 749	90 953	207 776
Autres produits opérationnels		43	299	347
Achats consommés		(89 079)	(75 990)	(173 251)
Marge brute		17 714	15 262	34 873
Autres achats charges externes		(4 947)	(4 600)	(9 543)
Impôts et taxes		(571)	(534)	(1 015)
Charges de personnel		(8 226)	(7 305)	(16 004)
Dot.& Rep. aux amortissements et provisions	(4.2)	(667)	(589)	(423)
Autres charges et produits		(230)	(194)	(328)
Résultat opérationnel courant		3 073	2 040	7 561
Autres charges et produits opérationnels		(45)	(103)	(117)
Résultat opérationnel		3 027	1 936	7 444
Coût de l'endettement financier net	(4.3)	(38)	(46)	(101)
Autres charges et produits financiers	(4.3)	122	(27)	(23)
Résultat avant impôt sur le résultat		3 112	1 863	7 321
Impôt	(4.4)	(1 125)	(777)	(2 794)
Résultat des sociétés mises en équivalence		15	(14)	(17)
Résultat des sociétés intégrées		2 002	1 073	4 510
Résultat après IS des activités cédées		0	0	0
Résultat net de l'exercice	(A)	2 002	1 073	4 510
Gains (pertes) de cessions sur actions propres		16	5	9
Impôt		(6)	(2)	(3)
Ajustements de valeurs	(B)	10	3	6
Résultat net global	(A+B)	2 013	1 076	4 516
Résultat net revenant :				
- aux actionnaires de la Société		2 002	1 073	4 510
- aux intérêts participations ne donnant pas le contrôle		0	0	0
Résultats par action : Résultat revenant aux actionnaires de la Société (en euros par action)				
- résultat net par action		0,37	0,19	0,82
- résultat net dilué par action		0,37	0,19	0,82

1.3 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Capital	Titres auto détenus	Réserves et résultats consolidés	Ajust. de valeur	Capitaux propres part du groupe	Partic. ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Capitaux propres au 31 mars 2012	1 035	(652)	13 565	9	13 957	0	13 957
Résultat au 30 septembre 2012			1 070	3	1 073		1 073
Dividend. Att/ex clos au 31 mars 2012			(1 264)		(1 264)		(1 264)
Variation de périmètre			(51)		(51)		(51)
Annulation d'actions propres		(564)			(564)		(564)
Capitaux propres au 30 septembre 2012	1 035	(1 216)	13 320	12	13 151	0	13 151

	Capital	Titres auto détenus	Réserves et résultats consolidés	Ajust. de valeur	Capitaux propres part du groupe	Partic. ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Capitaux propres au 31 mars 2013	1 035	(1 588)	16 858	15	16 320	0	16 320
Résultat au 30 septembre 2013			1 992	10	2 002		2 002
Dividend. Att/ex clos au 31 mars 2013			(1 897)		(1 897)		(1 897)
Annul. act. propres et act. attrib. Salariés		(141)			(141)		(141)
Capitaux propres au 30 septembre 2013	1 035	(1 729)	16 953	25	16 284	0	16 284

1.4 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

	Au		
	30/09/2013	30/09/2012	31/03/2013
Résultat net des activités poursuivies	2 002	1 073	4 510
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie	556	485	727
Charge d'impôts (courants et différés)	1 125	777	2 794
Plus ou moins values de cessions d'actifs	45	102	115
Elimination du résultat des activités cédées net d'impôt	0	0	0
Sous-total (capacité d'autofinancement avant impôt)	3 729	2 436	8 146
Variation des actifs et passifs d'impôts	(1 000)	(874)	(2 954)
Variation du besoin en fond de roulement	(2 235)	(2 597)	(1 779)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	493	(1 035)	3 412
Acquisitions & réductions d'actifs immobilisés	(441)	(536)	(1 275)
Incidence de variation de périmètre	0	(51)	(51)
Variation des comptes courants	0	0	33
Flux nets de trésorerie liés aux investissements	(441)	(587)	(1 292)
Rachat d'actions propres	(141)	(564)	(930)
Variation des emprunts et dettes financières diverses	(311)	(226)	576
Variation des financements liés aux créances cédées	(67)	(148)	413
Réduction des capitaux propres (dividendes)	0	0	(1 217)
Flux nets de trésorerie liés aux financements	(519)	(939)	(1 159)
(Diminution)/ augmentation de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des découverts bancaires	(467)	(2 561)	961
Trésorerie, équivalents de trésorerie et découverts bancaires à l'ouverture	1 750	789	789
Trésorerie, équivalents de trésorerie et découverts bancaires à la clôture	1 283	(1 772)	1 750

1.5 TABLEAU DE VARIATION DU BESOIN EN FOND DE ROULEMENT

	30/092013	30/09/2012
Stocks	(4 874)	(1 368)
Clients et autres débiteurs	(70)	(1 889)
Autres créances	(2 166)	(1 560)
Fournisseurs et autres créanciers	3 990	3 946
Autres dettes	886	(1 727)
Total	(2 235)	(2 597)

2 SELECTION DE NOTES AUX ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDES

(Montants exprimés en milliers d'euros sauf mention contraire)

LDLC.COM est une société anonyme à directoire et conseil de surveillance, dont le siège social est 18 Chemin des Cuers CS40207 69574 Dardilly Cedex, France. La Société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 403 554 181 et est cotée à l'Euronext Paris.

2.1 INFORMATIONS GENERALES

Les états financiers consolidés résumés au 30 septembre 2013 reflètent la situation comptable de LDLC.COM et de ses filiales ainsi que ses intérêts dans les entreprises associées.

Les comptes semestriels consolidés au 30 septembre 2013 de LDLC.COM ont été arrêtés le 18 novembre 2013 par le directoire.

2.2 FAITS MARQUANTS

Néant.

2.3 REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.3.1 PRINCIPES GENERAUX ET DECLARATION DE CONFORMITE

En application du règlement européen n°1606 / 2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du Groupe LDLC.COM ont été établis en conformité avec les normes comptables internationales telles qu'approuvées par l'Union européenne à la date de clôture de ces états financiers et qui sont d'application obligatoire à cette date. Les normes internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) et les interprétations de l'IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les états financiers consolidés résumés au 30 septembre 2013 sont préparés selon les dispositions de la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire, telle qu’adoptée par l’Union Européenne, qui permet de présenter une sélection de notes explicatives.

Les notes annexes ne comportent pas l’intégralité des informations requises pour les états financiers annuels complets et doivent donc être lues conjointement avec les états financiers de l’exercice clos le 31 mars 2013.

L’ensemble des textes adoptés par l’Union Européenne est disponible sur le site Internet de la Commission européenne à l’adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm

2.3.2 EVOLUTION DU REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes semestriels sont établis selon les principes et méthodes comptables appliqués par le Groupe aux états financiers de l’exercice 2012/2013.

Les textes applicables obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2013 sont les suivants :

- les amendements issus de la procédure annuelle d’amélioration des IFRS, publiés en mai 2012 ;
- la norme IFRS 13 - Evaluation de la juste valeur ;
- la norme IAS 19 révisée – Avantages au personnel ;

La norme IFRS 13 constitue une norme transverse aux autres normes IFRS lorsque celles-ci recourent la notion de juste valeur en termes d’évaluation et d’information à fournir. La norme IFRS 13 définit la juste valeur, présente un cadre pour les évaluations à la juste valeur et précise l’information à fournir sur les modalités d’évaluations à la juste valeur comprenant notamment la hiérarchie de la juste valeur actuellement incluse dans IFRS 7. L’application de cette norme n’a pas d’impact sur les comptes du Groupe.

Les autres textes ne trouvent pas à s’appliquer au Groupe ou n’ont pas d’impact significatif sur les états financiers consolidés du Groupe.

Par ailleurs, le Groupe n’a pas opté pour une application anticipée des normes et interprétations dont l’application n’est pas obligatoire au 1er avril 2013.

Les impacts des normes sur la consolidation IFRS 10, IFRS 11, IFRS 12 et les amendements à la norme IAS 28 R applicables à compter du 1er janvier 2014 et adoptées par l’Union européenne fin décembre 2012 devraient être limités pour le Groupe.

2.3.3 ESTIMATIONS ET JUGEMENTS

Lors de la préparation et de la présentation des états financiers, la direction du Groupe est amenée à exercer fréquemment son jugement afin d’évaluer ou d’estimer certains postes des états financiers (tels que les provisions, les impôts différés, les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur). La probabilité de réalisation d’évènements futurs est aussi appréciée. Ces évaluations ou estimations sont revues à chaque clôture et confrontées aux réalisations afin d’ajuster les hypothèses initialement retenues si nécessaire (voir notes 3.8 et 4.4).

2.4 LE PERIMETRE DU GROUPE

Le périmètre de consolidation ainsi que les méthodes retenues s'analysent de la manière suivante :

Filiales	% détention	Date de détention	Méthode de consolidation
HARDWARE.FR	100 %	07/2000	Intégration globale
TEXTORM	100 %	04/2001	Intégration globale
DLP-CONNECT	80 %	01/2004	Intégration globale
LDLC DISTRIBUTION	100 %	01/2013	Intégration globale
ANIKOP	80 %	12/2006	Intégration globale
FACTORY ELEVEN	14,95 %	02/2010	Mise en équivalence
ORICHALK	25 %	12/2006	Mise en équivalence

2.5 SECTEURS OPERATIONNELS

Information par secteur d'activité

« Un secteur opérationnel est une composante distincte d'une entreprise qui est engagée dans la fourniture d'un produit ou service unique ou d'un groupe de produits et de services liés, et qui est exposée à des risques et à une rentabilité différente des autres secteurs opérationnels ». La direction du Groupe a jugé que LDLC.COM se compose d'un seul et unique secteur opérationnel, « la distribution de matériel informatique et des services associés ».

Information par zone géographique

« Un secteur géographique est une composante distincte d'une entreprise qui est engagée dans la fourniture de produits et de services dans un environnement économique particulier et exposée à des risques et une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs d'activité opérant dans d'autres environnements économiques ».

En appliquant chacun de ces facteurs à l'activité, la direction du Groupe a jugé que LDLC.COM se compose d'un seul et unique secteur géographique distinct, la France, car aucun autre secteur ne représente plus de 10 % du chiffre d'affaires du Groupe.

L'activité de LDLC.COM, de distribution de matériel informatique et de services associés s'adresse à des clients particuliers ou professionnels. Aucun client ne représente un chiffre d'affaires supérieur à 5 % des ventes du Groupe.

2.6 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.

2.7 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Durant le premier semestre 2013, aucune transaction avec des parties liées n'est à signaler.

3 NOTES RELATIVES AU BILAN

3.1 CONSOLIDATION

La consolidation est réalisée à partir des comptes arrêtés au 30 septembre 2013 pour toutes les sociétés, à l'exception des sociétés ORICHALK et FACTORY ELEVEN pour lesquelles les comptes intégrés ont respectivement été arrêtés au 31 décembre 2011 et au 31 août 2013.

Le compte de résultat consolidé intègre les comptes de résultat des sociétés acquises ou créées au cours de l'exercice à compter de la date d'acquisition ou de création. Il intègre les comptes de résultat des sociétés cédées en cours d'exercice jusqu'à la date de cession.

3.2 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles se décomposent comme suit :

<i>Valeurs brutes</i>	31/03/2013	Acquisitions	Var. périmètre	Cessions M. Rebut	30/09/2013
Logiciels et autres immob. incorp.	497	21	0	11	507
Total	497	21	0	11	507

<i>Amortissements et provisions</i>	31/03/2013	Var. périmètre	Dotations	Reprises	30/09/2013
Logiciels et autres immob. incorp.	216	0	56	11	261
Total	216	0	56	11	261

3.3 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles se décomposent comme suit :

<i>Valeurs brutes</i>	31/03/2013	Acquisitions	Var. périmètre	Virt Poste	Cessions M. Rebut	30/09/2013
Installations et agencements	5 225	260	0	0	81	5 403
Matériel	1 640	26	0	0	0	1 666
Matériel de bureau et mobilier	1 477	101	0	0	26	1 553
Immobil. Corporelles en cours	0	0	0	0	0	0
Total	8 342	388	0	0	107	8 622

<i>Amortissements et provisions</i>	31/03/2013	Var. périmètre	Dotations	Reprises	30/09/2013
Installations et agencements	2 900	0	286	38	3 148
Matériel	1 334	0	58	0	1 392
Matériel de bureau et mobilier	975	0	90	24	1 042
Total	5 209	0	435	62	5 582

3.4 PARTICIPATIONS, AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

<i>Valeurs brutes</i>	31/03/2013	Var. périmètre	Mise en équivalence	Acquis.	Cessions	30/09/2013
Titres Factory Eleven (ME)	437		15			452
Titres Orichalk (ME)	5					5
Divers titres	1					1
Obligat. Convertibles Factory Eleven	69			0		70
Dépôts et cautionnements	515			50	33	532
Total	1 027	0	15	50	33	1 059

3.5 STOCKS

	Du 01/04/2013 au 30/09/2013			Du 01/04/2012 au 31/03/2013		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Stocks de marchandises	30 914	402	30 512	25 756	238	25 518
Stocks en SAV	1 117	125	992	1 272	157	1 115
Total Stocks marchandises	32 031	527	31 504	27 028	395	26 633
Stocks aut. approvision.	27	0	27	29	0	29
Travaux en cours	4	0	4	0	0	0
Total Stocks et en-cours	32 063	527	31 536	27 057	395	26 662

Une dépréciation est appliquée sur les stocks en fonction de l'ancienneté du produit et sur les produits pouvant présenter un risque de mévente et/ou dont la valeur de réalisation serait inférieure au coût d'acquisition.

Le modèle de dépréciation retenu au cours des exercices précédents a été globalement maintenu en l'état.

3.6 CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2013 au 30/09/2013			Du 01/04/2012 au 31/03/2013		
	Brut	Depr.	Net	Brut	Depr.	Net
Créances clients	9 905	228	9 676	9 791	185	9 606

L'échéance de la totalité des créances clients est à moins d'un an.

3.7 AUTRES CREANCES

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2013 au 30/09/2013			Du 01/04/2012 au 31/03/2013		
	Brut	Depr.	Net	Brut	Depr.	Net
Avances et acomptes	907		907	301		301
Fournisseurs avoirs à recevoir	2 038		2 038	1 046		1 046
Acptes IS - Impôt forfait. - crédit d'impôt	475		475	1		1
TVA	308		308	438		438
Comptes courants	65	65	0	64	64	0
Produits à recevoir	270		270	188		188
Cpte courant et ret.garantie Eurofactor	684		684	771		771
Autres	12		12	0		0
Charges const. d'avance	3 060		3 060	2 842		2 842
Total	7 819	65	7 754	5 651	64	5 588

L'ensemble des autres créances et comptes de régularisation est à moins d'un an.

Les charges constatées d'avance relèvent exclusivement de l'exploitation. Elles correspondent essentiellement à des factures de marchandises dont la livraison a été effectuée après septembre 2013 à hauteur de 1 339 milliers d'euros puis aux loyers immobiliers et charges locatives facturés par avance pour 616 milliers d'euros.

3.8 IMPOTS DIFFERES

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2013 au 30/09/2013	Du 01/04/2012 au 31/03/2013
	Impôts différés actif	
- sur déficits reportés	803	797
- sur diff. Temp. et retrait. IFRS	435	544
Total	1 238	1 341

3.9 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

En juillet 2003, la société LDLC.COM a signé avec le Crédit Agricole une convention cadre Flexigain relative aux opérations sur instruments financiers à terme. A la date du 30 septembre 2013, aucun contrat n'est en cours.

3.10 ACTIONNARIAT

✓ Répartition du capital au 30 septembre 2013

Au 30 septembre 2013, le capital de la société LDLC est composé de 5 747 374 actions.

Monsieur Laurent Villemonte de la Clergerie détient plus de 20 % du capital.

Monsieur Olivier Villemonte de la Clergerie et Mademoiselle Caroline Villemonte de la Clergerie détiennent plus de 10 % du capital.

Monsieur Jean-François Orth, et la Société Domisys détiennent plus de 5 % du capital

	Nombre d'actions	Titres auto détenus	Nombre d'options
Total au 31 mars 2012	5 747 374	119 647	0
Nouvelles actions	0		
Rachats d'actions		147 420	
Total au 31 mars 2013	5 747 374	267 067	0
Nouvelles actions	0		
Rachats d'actions		13 769	
Total au 30 septembre 2013	5 747 374	280 836	0

3.11 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Ce poste s'analyse comme suit :

	Du 01/04/2013 au 30/09/2013					Du 01/04/2012 au 31/03/2013				
	Solde ex. antér.	Prov Risq & Ch Const/ex	Mont. util. /ex.	Mont. non util. rep/ex.	Total	Solde ex. antér.	Prov Risq & Ch Const/ex	Mont. util. /ex.	Mont. non util. rep/ex.	Total
Garanties clients	122	125	(122)	0	125	388	122	(388)	0	122
Bons achat	19	16	(19)	0	16	25	19	(25)	0	19
Ind. Fin carrière	483	65	0	0	548	386	97	0	0	483
Litige prud'homal	18	0	0	0	18	4	14	0	0	18
Litiges fournisseurs	19	0	0	0	19	19	0	0	0	19
Titres mis équiv.	4	0	0	0	4	4	0	0	(1)	4
Total	664	206	(141)	0	730	828	251	(414)	(1)	664

La société n'a pas connaissance au 30 septembre 2013 d'événements susceptibles de justifier la constitution de provisions pour risques et charges autres que ceux ayant fait l'objet des provisions ci-dessus.

Garantie clients

Un montant de 125 milliers d'euros a été provisionné pour tenir compte :

- des coûts probables du service après-vente résultant des ventes de marchandises effectuées au 30 septembre 2013 correspondant aux coûts supportés par l'entreprise à la suite de l'extinction de la garantie des fournisseurs
- de la garantie contractuelle accordée aux clients sur les ventes de marchandises qui a été portée à 2 ans depuis mars 2008 ou 5 ans depuis fin 2009 selon le pack choisi par le client

Bons d'achat

Il s'agit de bons valides et en circulation pouvant donner le droit à son détenteur, à une réduction de prix sur une commande future.

3.12 ENDETTEMENT FINANCIER

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2013 au 30/09/2013	Du 01/04/2012 au 31/03/2013
Emprunts	0	0
Billets financiers	0	0
A plus de cinq ans	0	0
Emprunts	674	897
Billets financiers	0	0
Entre un et cinq ans	674	897
Total des dettes financières long terme	674	897
Emprunts	436	523
Billets financiers	0	0
Intérêts courus/emprunt	1	1
Créances clients cédées Eurofactor	2 561	2 628
Total des dettes financières court terme	2 998	3 152
Total des dettes financières	3 672	4 050
Dépôts reçus en garantie	12	12
Banques	1 482	412
Comptes courants	0	0
Dividendes à payer	1 897	0
Endettement net	7 063	4 473

Crédits court terme

Les ouvertures de crédit sont rémunérées pour une durée indéterminée sur la base des taux suivants s'élevant, selon les établissements financiers, à :

- Euribor 3 M + 0.80 % à Euribor 3 M + 1.00 %
- Eonia + 1 % à Eonia

Les autorisations de découverts accordées au Groupe s'élèvent à 12 millions d'euros au 30 septembre 2013, hors cessions de créances.

3.13 AUTRES DETTES

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2013 au 30/09/2013	Du 01/04/2012 au 31/03/2013
Avances et acomptes reçus sur commandes	1 725	1 031
Personnel	626	584
Comité d'entreprise	24	21
Congés payés + RTT	712	811
Provision prime	837	759
Provision fond de chômage	241	218
Provision participation sal. Aux résult. Entrep.	235	697
Organismes sociaux	771	659
Provision charges sociales	897	769
Etat impôt sur les bénéfices	0	343
TVA	462	436
Etat (autres charges à payer)	498	792
Clients autres avoirs	973	846
Dettes diverses	191	106
Produits constatés d'avance	902	138
Total	9 096	8 210

Les échéances de la totalité des dettes fiscales et sociales sont à moins d'un an.

4 NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

4.1 VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

	Du 01/04/2013 au 30/09/2013			Du 01/04/2012 au 30/09/2012		
	France métropole	Export	Total	France métropole	Export	Total
Vente m/ses	83 865	15 875	99 740	72 118	12 832	84 951
Prest. vendues*	5 100	1 909	7 009	4 441	1 562	6 002
Total	88 965	17 784	106 749	76 559	14 394	90 953

* Les prestations vendues correspondent notamment aux frais de port.

4.2 DOTATIONS ET REPRISES AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

	Du 01/04/2013 au 30/09/2013	Du 01/04/2012 au 30/09/2012
Dot. et rep. aux amortissements des immobilisations	(491)	(418)
Dot. et rep. aux provisions pour dépréciation des stocks	(131)	(100)
Dot. et rep. aux prov. pour dépréc. des créances clients	(43)	(51)
Dot. et rep. aux prov. pour dépréc. de compte courant	(1)	(1)
Dot. et rep. aux provisions pour garantie clients	(3)	(15)
Dot. et rep. aux provisions pour bons d'achat distribués	2	9
Dotations et reprises risque salariés	0	(14)
Dotations et reprises diverses	0	0
Total dotations et reprises aux amort. et aux provisions	(667)	(589)

Les chiffres en (-) correspondent à une charge.

4.3 RESULTAT FINANCIER

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2013 au 30/09/2013	Du 01/04/2012 au 30/09/2012
Intérêts des emprunts	(14)	(9)
Intérêts bancaires	(16)	(24)
Commissions de financement	(8)	(13)
Coût de l'endettement financier	(38)	(46)
Charges et produits nets/cessions VMP	0	0
Pertes et gains de change	121	(30)
Autres charges et produits financiers	1	0
Autres charges et produits financiers	122	(27)
Résultat financier	84	(73)

4.4 IMPOT

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2013 au 30/09/2013	Du 01/04/2012 au 30/09/2012
Résultat net part du groupe	2 002	1 073
(Charge) Produit d'impôt	(1 125)	(777)
Résultat des sociétés mises en équivalence	15	(14)
Résultat avant impôt	3 112	1 864
Taux d'impôt théorique	33,33%	33,33%
Charge d'impôt théorique	(1 037)	(621)
Différences permanentes	60	(10)
Classification de la CVAE en impôts	(134)	(116)
Crédits d'impôts	46	0
Impôt sur dividendes	(54)	(37)
Autres impacts	(4)	6
Charge d'impôt réelle	(1 125)	(777)

Par cohérence avec le traitement de taxes analogues au regard de la norme IAS 12, la CVAE est comptabilisée en « impôt sur le résultat ».

4.5 CONVENTION D'INTEGRATION FISCALE

Les sociétés LDLC.COM, HARDWARE.FR et TEXTORM bénéficient du régime des groupes de sociétés depuis le 1^{er} avril 2004 et la société LDLC DISTRIBUTION depuis le 1^{er} avril 2013.

5 AUTRES NOTES ANNEXES

5.1 REMUNERATIONS

	Du 01/04/2013 au 30/09/2013	Du 01/04/2012 au 30/09/2012
Membres du directoire	819	657
Membres du conseil de surveillance	19	19

5.2 ENGAGEMENTS HORS BILAN

- ✓ Couverture de change (voir note 3.9)
- ✓ La BNP PARIBAS s'est portée caution solidaire de LDLC.COM en faveur de Monsieur CHANCEL – Administrateur de sociétés – à hauteur de 305 milliers d'euros pour garantir le paiement des loyers de la boutique de Paris.

5.3 ATTRIBUTION D' ACTIONS GRATUITES

Un plan d'actions gratuites est en cours et porte sur 11 494 actions qui seront définitivement attribuées en juin 2015.

CAP OFFICE
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Lyon
12 Quai du Commerce

69009 LYON

DIAGNOSTIC REVISION CONSEIL
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie de Lyon
112 rue Garibaldi

69006 LYON

LDLC.COM

Société Anonyme à Directoire
et Conseil de Surveillance
RCS 403 554 181
18 chemin des Cuers
CS40207
69574 DARDILLY CEDEX

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE**

Période du 1^{er} avril au 30 septembre 2013

CAP OFFICE
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Lyon
12 Quai du Commerce

69009 LYON

DIAGNOSTIC REVISION CONSEIL
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie de Lyon
112 rue Garibaldi

69006 LYON

LDLC.COM

Société Anonyme à Directoire
et Conseil de Surveillance
RCS 403 554 181
18 chemin des Cuers
CS40207
69574 DARDILLY CEDEX

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE**

Période du 1^{er} avril au 30 septembre 2013

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L.451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société LDLC.COM, relatifs à la période du 1^{er} avril au 30 septembre 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Lyon, le 20 novembre 2013

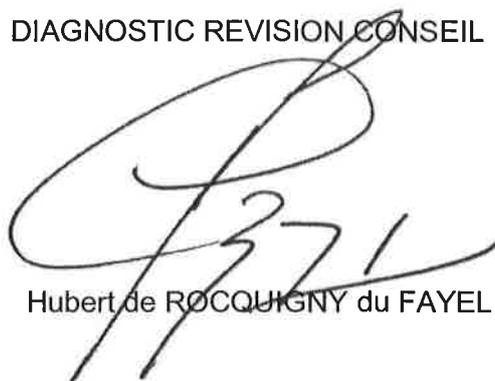
Les Commissaires aux Comptes

CAP OFFICE



Christophe REYMOND

DIAGNOSTIC REVISION CONSEIL



Hubert de ROCQUIGNY du FAYEL